

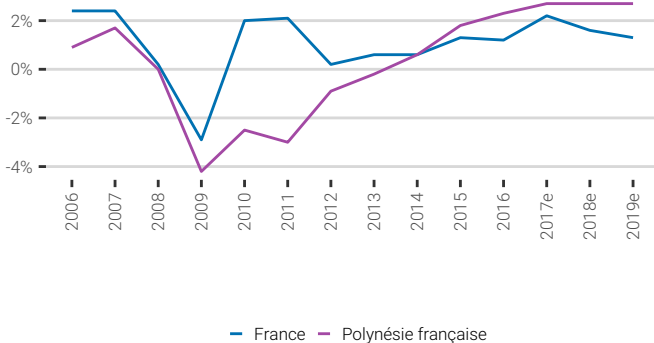
## Tourisme et demande intérieure portent la croissance

**En 2019, le PIB progresse en volume de 2,7 %. La consommation des ménages et les investissements, privés ou publics, sont les principaux moteurs de la croissance. Le revenu du travail augmente avec l'amélioration du marché du travail. La masse salariale comme le revenu disponible brut des ménages sont en hausse. Cette évolution, conjuguée à la baisse des prix à la consommation, renforce le pouvoir d'achat des ménages dont la consommation progresse de 2,4 % en volume.**

### La demande intérieure porte la croissance du PIB

Après une croissance de 2,7 % en 2018, en volume, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la Polynésie française croît au même rythme en 2019. Ce taux de croissance, le plus élevé depuis le début des années 2000, traduit une demande intérieure soutenue. De plus, l'offre en hausse consolide le marché du travail.

Fig. 1. Évolution du taux de croissance du PIB en volume

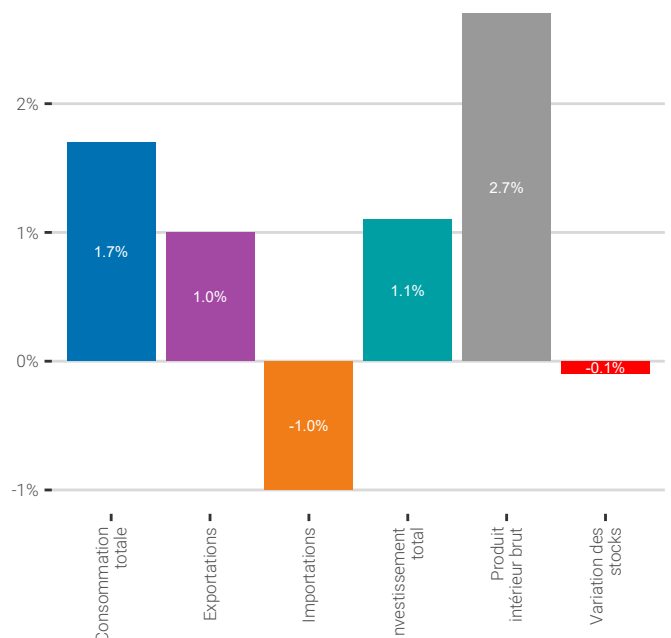


Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Les principaux moteurs de la croissance sont la consommation des ménages et l'investissement. Ils contribuent respectivement pour 1,7 point et 1,1 point à la croissance du PIB. Le commerce extérieur ne contribue pas à la croissance du PIB. La contribution positive à la croissance provenant de la hausse des exportations, produite principalement par les services touristiques, s'annule avec la contribution négative découlant de la hausse en volume de 3 % des importations (+ 3,0 % hors gros porteurs aériens<sup>1</sup>). Si, en France comme en Polynésie française, les dynamiques de la demande intérieure (rebond du pouvoir d'achat, faible inflation) portent la croissance, les moteurs métropolitains semblent ralentir à l'inverse de la Polynésie.

1. Les importations de gros porteurs aériens, en lieu et place des anciens avions, n'interviennent pas directement dans la détermination du PIB. Les gains de productivité serviront la croissance future, mais pour 2019, ces importations ne sont pas comptabilisées dans le PIB, ni du côté de l'offre (importations) ni du côté de la demande (investissements).

Fig. 2. Contributions à la croissance en volume en 2019



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

TABLE 1. Les principaux agrégats et leur évolution

Unité : milliards de F. CFP	2018	2019 au prix de 2018	2019		
			Valeur	Prix	Volume
<b>PIB</b>	626	642	3,1%	0,4%	2,7%
<b>Consommation des ménages</b>	401	411	2,9%	0,5%	2,4%
<b>Consommation publique</b>	194	195	1,0%	0,4%	0,6%
<b>Investissement public</b>	32	35	8,0%	-0,2%	8,3%
<b>Investissement privé</b>	90	94	4,6%	0,0%	4,6%
<b>Importation de biens et de services</b>	215	222	3,6%	0,6%	3,0%
<b>Exportation de biens et de services</b>	123	129	5,8%	0,7%	5,0%

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

## La consommation des ménages, toujours moteur de croissance

En Polynésie française, la consommation des ménages est toujours le premier moteur de la croissance en 2019. Elle contribue pour 1,5 point à la croissance du PIB.

Sa progression dynamique, + 2,4 % en volume, s'appuie sur le revenu disponible brut des ménages (RDBM). Ce dernier croît fortement (+ 2,8 % en valeur) avec la progression de la masse salariale et de l'excédent brut d'exploitation, dans un contexte de stabilité fiscale. Le pouvoir d'achat du consommateur polynésien s'accroît pour la quatrième année consécutive avec + 2,5 % en volume. Le revenu disponible brut s'élève à 1 770 000 FCFP (14 800 euros) par habitant de Polynésie française, soit les deux tiers du niveau national.

Cette hausse du pouvoir d'achat, qui résulte de la hausse des salaires moyens équivalent temps plein et d'une nette amélioration du marché du travail, renforce la confiance des ménages. La croissance de 4,2 % des encours de crédits à la consommation et de 6,2 % des crédits à l'habitat comme le haut niveau des ventes de voitures particulières, au nombre de 5 200 en 2019, illustrent ce regain de confiance.

Les dépenses de consommation des administrations publiques augmentent de 0,6 % en volume et contribuent aussi à la croissance. L'amélioration des finances publiques permet d'augmenter les dépenses de fonctionnement tout en maîtrisant les dépenses de personnel. Les dépenses de l'administration croissent ainsi de façon constante depuis cinq ans, retrouvant leur niveau de 2010 en volume.

TABLE 2. Compte des ménages simplifié

Unité : milliards de F. CFP	2018	2019	Variation
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	107,6	114,9	6,80%
<b>Salaires</b>	270,5	274,8	1,6%
<b>Autres revenus</b>	61,6	63,4	2,9%
<b>Prestations sociales</b>	61,8	62,3	0,8%
<b>Impôts</b>	22,5	23,1	2,9%
<b>Revenu disponible</b>	478,9	492,2	2,8%
<b>Épargne</b>	77,6	79,8	2,9%
<b>Taux d'épargne</b>	16,20%	16,20%	0,1%

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

### Économie locale et Covid - 19 : une crise économique et sociale sans précédent

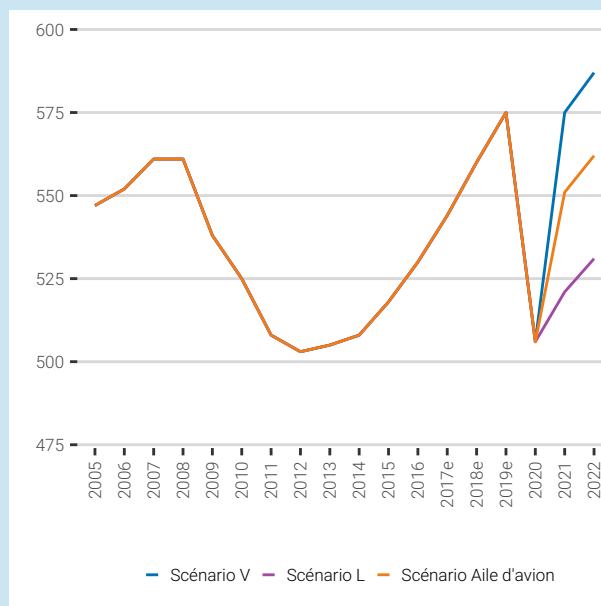
L'économie de la Polynésie française, comme celle du reste du monde, accuse un choc sans précédent avec des répercussions économiques et sociales liées dans un premier temps au confinement de la population pendant six semaines, puis dans un deuxième temps à l'arrêt de l'activité touristique pendant trois mois. Le gouvernement du Pays et l'État ont cependant mis en place, très rapidement, des « amortisseurs » pour permettre aux entreprises et aux ménages de faire face aux premiers effets dus à l'arrêt partiel ou total de l'activité pendant le confinement.

Les premières estimations faites par le CEROM s'accordent pour un recul d'activité de plus de 34 % pour un mois de confinement, soit 2 points de PIB perdus à l'année. Le tourisme, les produits à l'exportation, le BTP et les services à la personne sont les secteurs les plus concernés par cette crise, même si aucun secteur, hormis le commerce de détail alimentaire et non alimentaire, n'est réellement épargné par ce coup brutal.

L'expansion de la pandémie depuis mars touche l'ensemble des pays émetteurs de touristes en Polynésie française, freinant d'autant la reprise de ce secteur qui contribue à la dynamique économique de la Polynésie sur les cinq dernières années. L'impact sur le revenu des ménages (baisse de la masse salariale, baisse de l'excédent brut d'exploitation), celui des administrations (baisse des recettes fiscales) et celui des entreprises (baisse du chiffre d'affaires) sera significatif.

La contraction du PIB en 2020 sera très importante, probablement de 10 à 15 points avec les premiers éléments à disposition du CEROM. Son ampleur va dépendre de différents facteurs : des conditions de la reprise d'activité au cours du deuxième semestre (en partie liées aux anticipations de 2021), de l'évolution de la crise sanitaire et de son impact sur le plan sociétal (tourisme, mode de consommation, migration...)

Fig. 3. Exemples de scénarios de reprise et évolution du PIB réel



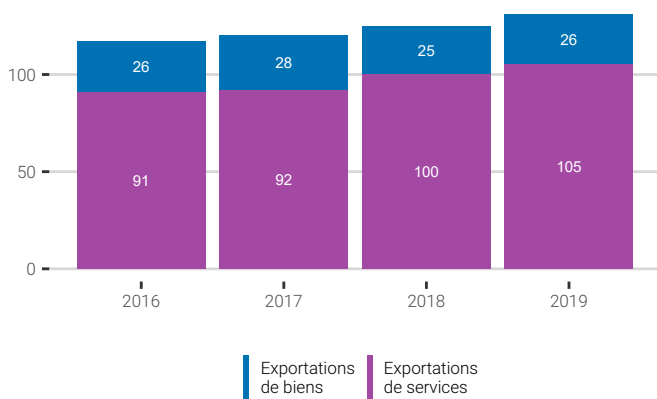
Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Le CEROM de Polynésie française envisage de fournir une première estimation du PIB 2020 au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2020, sur la base de l'évolution des premiers grands agrégats économique (importations et exportations de biens et de services, mandatements, masse salariale) et des résultats des enquêtes COVID menées par le Cerom depuis avril. À ce jour, deux interrogations post confinement ont été réalisées.

## Forte progression des dépenses touristiques et des exportations de services

Avec une hausse de 9,4 % du nombre de touristes, les dépenses touristiques progressent fortement et alimentent la croissance de 7,8 % des exportations de services qui atteignent plus de 106 milliards de francs en 2019 et contribuent pour plus d'un point à l'évolution du PIB en volume. La progression des effectifs touristiques profite essentiellement à l'hébergement marchand (terrestre ou flottant) mais aussi non marchand. Les marchés américain et français restent les principaux contributeurs de la croissance, profitant de la hausse du nombre de sièges offerts par les nouveaux opérateurs aériens. Les nuitées touristiques progressent en lien avec l'évolution du nombre de nuitées terrestres marchandes. Le nombre de chambres louées dans les hôtels internationaux reste stable avec des prix moyens par chambre en hausse et les ventes continuent de croître auprès des pensions de famille et des locations saisonnières. Le trafic aérien international augmente de 7,8 % et le taux de remplissage des avions perd 1,5 point sur un an.

Fig. 4. Evolution des exportations de biens et services en volume (Mds de F)

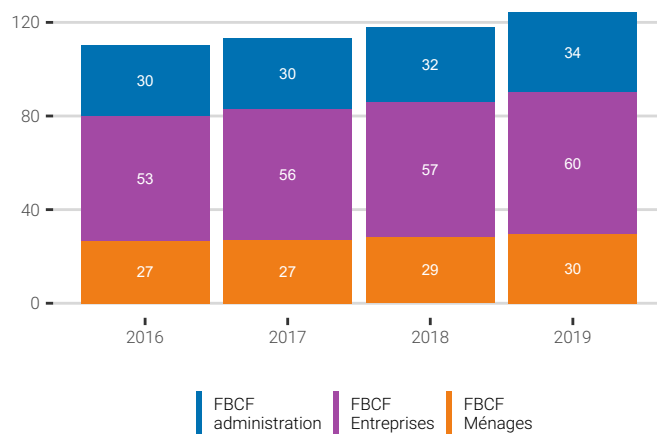


Source : Comptes économiques rapides - ISPF

## La hausse des investissements concerne l'ensemble des agents économiques

En 2019, l'investissement progresse de 5,5 % en volume après + 4 % en 2018. Les investissements privés (ménages et entreprises) s'élèvent ainsi à 90 milliards et les investissements publics des administrations à 34 milliards. Les investissements publics sont principalement orientés vers la construction. Ils progressent de 8,5 % soutenu par l'effort important du territoire. L'investissement des ménages dans le logement croît aussi de 3,5 %, profitant de taux d'intérêt toujours très attractifs, d'un environnement économique en croissance et des aides diverses distribuées pour la construction de résidences principales. Ainsi, le volume des prêts augmente de 6,4 % en 2019. Les entreprises polynésiennes accélèrent et diversifient leurs investissements qui progressent de 5,5 % (hors gros porteurs aériens) tout comme leurs crédits d'équipement contractés auprès des banques qui augmentent de 26 %. Pour l'investissement public, la croissance des dépenses liquidées est exclusivement le fait de la Polynésie française. Les dépenses d'investissement en immobilisations (corporelles, incorporelles et en cours) progressent de 5 milliards à 30 milliards en 2019.

Fig. 5. Evolution des investissements en volume (Mds de F)



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

TABLE 3. Evolution des importations et des exportations

Unité : milliards de F. CFP	Importations 2018	Importations 2019 (au prix 2018)	Variation
<b>Importations de biens</b>			
Agriculture - Elevage	2,8	2,7	-4%
Produits de la mer	0,1	0,1	4%
Industries agroalimentaires	37,7	38,4	2%
Industries des biens de consommation	30,6	32,4	6%
Industries des biens d'équipement	52,6	52,5	0%
Industries des biens intermédiaires	30,8	31,6	3%
<b>Produits pétroliers</b>	<b>27,0</b>	<b>27,6</b>	<b>1%</b>
<b>Total</b>	<b>181,9</b>	<b>185,2</b>	<b>2%</b>
<b>Importations de services</b>			
Transports	20,3	22,9	13%
Activités financières	2	2	0%
Activités immobilières	0,5	0,5	0%
Postes et télécommunications	3,6	3,4	-5%
Autres services aux entreprises	4,9	4,9	0%
Hôtels et restaurants	10	11	10%
Autres services aux particuliers	1,7	1,7	0%
<b>Total</b>	<b>43,1</b>	<b>46,5</b>	<b>8%</b>
<b>Total biens et services</b>	<b>225</b>	<b>231,8</b>	<b>3%</b>

Source : Comptes économiques rapides - ISPF, direction des Douanes

## La progression des importations annule l'effet positif du résultat des exportations sur la croissance

Les importations de biens et de services augmentent de 3,0 %, en volume (hors gros porteurs aériens) en 2019 et pèsent négativement sur la croissance. Elles sont stimulées par les dépenses en services plus importantes de la part des résidents à l'étranger dont le nombre augmente de 4 % et la hausse des arrivées touristiques sur des compagnies aériennes extérieures qui ont transporté 124 000 touristes en 2019 contre 89 000 en 2018. À cette progression des importations de services, s'ajoute celle des biens d'équipements, biens intermédiaires pour la construction, biens de consommation et produits de l'industrie agroalimentaire.

## Une croissance économique qui soutient l'emploi

En 2019, l'emploi salarié augmente pour la cinquième année consécutive, mais moins qu'en 2018 : les effectifs salariés en équivalent temps plein progressent de 2,4 % contre 2,8 % en 2018. Les embauches sont essentiellement issues du secteur marchand qui contribue pour 2,3 points à la croissance de l'emploi. Dans le secteur marchand, le commerce, la construction, l'hébergement-restauration et les activités de soutien aux entreprises sont les secteurs qui contribuent le plus à cette progression.

En 2019, 1 350 emplois salariés équivalent temps plein supplémentaires ont été comptabilisés contre 1 550 en 2018. Cette croissance de l'emploi salarié est supérieure au solde des nouveaux actifs entrant sur le marché du travail qui correspond en moyenne à 850 actifs sur la période 2012 à 2017, ce qui offre des opportunités d'emploi pour les chômeurs et autres inactifs en Polynésie française.

### Sources











**Les premiers résultats issus des comptes rapides** : l'année 2014 marque la réalisation d'un premier compte économique rapide en Polynésie française produit par l'ISPF dans le cadre du projet CEROM en partenariat avec l'AFD et l'IEOM. Il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année précédente. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif mais d'une estimation précoce. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données sera collectée. L'évolution du PIB réel (en volume) élimine de la croissance du PIB nominal (en valeur) ce qui est dû à l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

**Les comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie polynésienne** : le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolution de l'offre et de la demande de biens et services. En Polynésie française, ce modèle est construit avec 19 branches et 20 produits. Le modèle est basé sur le TES 2011 (Tableau des Entrées - Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements dans ces comportements.

**Revenu brut des entreprises individuelles** : en comptabilité nationale, c'est une composante du revenu des ménages ; il s'agit du solde du résultat d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il est analogue aux revenus salariaux que reçoivent les salariés des

entreprises non-individuelles. Le RBEI contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire de l'entreprise, et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant que chef d'entreprise.

### Télécharger les données

-  Evolution du taux de croissance du PIB en volume (Fig. 1)
-  Contributions à la croissance en volume en 2019 (Fig. 2)
-  Les principaux agrégats et leur évolution (Tab. 1)
-  Compte de ménages simplifiés (Tab. 2)
-  Exemples de scénarios de reprise et évolution du PIB réel (Fig. 3)
-  Evolution des exportations de biens et services en volume au prix de 2016 (Fig. 4)
-  Evolution des investissements en volume au prix de 2016 (Fig. 5)
-  Evolution des importations et des exportations (Tab. 3)
-  Evolution du nombre d'emplois en équivalent temps plein et du solde de nouveaux actifs (Fig. 6)
-  Ensemble des tableaux au format Excel

### Bibliographie

- J. VUCHER-VISIN (2019) Les comptes économiques rapides de la Polynésie française en 2018
- C. LAM, J. VUCHER-VISIN (2018) Les comptes économiques rapides de la Polynésie française en 2017
- H. GONSARD (2016) L'économie bleue en Polynésie française en 2015
- O. CHAMPION (2010) Comparaison des prix entre la Polynésie française et la France métropolitaine en mars 2010.
- F. DONZEL, B. MASSUYEAU, J. VUCHER-VISIN (2007) L'économie polynésienne post C.E.P. 1995 - 2003 : une dépendance difficile à surmonter.
- CEROM - Polynésie française, Tableaux de bord mensuels

<b>Editeur</b>	Institut de la statistique de Polynésie française
<b>Collection</b>	CEROM
<b>Numéro</b>	1
<b>Auteur de la publication</b>	Julien VUCHER-VISIN
<b>Rédacteur en chef</b>	Patricia ANNEVILLE
<b>Directeur de la publication</b>	Nicolas PRUD'HOMME
<b>Dépôt légal</b>	Août 2020
<b>Informations</b>	Immeuble Uupa - 1 <sup>er</sup> étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
<b>Téléphone</b>	+689 40 47 34 34
<b>Fax</b>	+689 40 42 72 52
<b>Courriel</b>	ispf@ispf.pf
<b>Copyright</b>	© ISPF, Papeete 2020 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
<b>ISSN</b>	1247-7370

